Chères et chers Camarades

Macron, son gouvernement et la majorité présidentielle sont animés par la seule volonté de répondre aux intérêts individuels de quelques « premiers de cordée », aux revendications du MEDEF et des actionnaires, ils s’inscrivent dans une remise en cause profonde de notre modèle de société, pour un modèle ultralibéral qui menace directement nos droits fondamentaux que sont le droit à avoir un emploi, le droit à la santé, à l’éducation, à la culture, à la justice, à la liberté, à l’égalité et à la fraternité. Salariés ou travailleurs dit autonomes, privés d’emploi, retraités, jeunes, d’origine française ou étrangère, sont mis en opposition pour ne pas solliciter les moyens financiers existants, pour ne pas répartir les richesses produites par notre travail.

La part des salaires dans le PIB n’a jamais été aussi faible qu’aujourd’hui, en gros nous créons de plus en plus de richesses et nous en profitons de moins en moins, c’est la généralisation du travailler plus pour gagner moins.

Combien de salariés se rendent au travail avec « la boule au ventre » parce qu’on leur en demande toujours plus avec toujours moins de moyens ?

Combien ont entendu : « si tu n’es pas content, il y en a plein qui prendraient ta place » ou combien n’ont même pas eu besoin de l’entendre pour le comprendre ?

Combien sont usés bien avant l’âge de la retraite et sont d’ailleurs « privilégiés » pour faire partie des départs « volontaires » ou deviennent inaptes au travail, alors qu’en fait ils sont seulement inaptes à supporter l’insupportable ?

Ils sont 6, 5 millions de chômeurs inscrits à pôle emploi (toutes catégories confondues) et 11 millions privés d’emplois, à souffrir du non travail et bien trop nombreux sont les salariés qui souffrent au travail.

Il est temps que ça cesse !

Il est temps de remettre à l’endroit le sens de l’histoire

Il est temps qu’on reconnaisse à ceux qui ont encore des droits, la légitimité de les conserver, il est temps que ceux qui en ont perdu puissent les retrouver, c’est la meilleure voie pour que tous en acquièrent de nouveaux !!

Le temps est venu !!

Oui Gattaz la grève est un droit constitutionnel garantie par la démocratie, oui on s’en sert pour défendre nos intérêts, oui le système que vous proposez va à l’encontre des intérêts des salariés et nous le combattrons avec la plus grande détermination, jusqu’à la victoire du monde réel celui des salariés des travailleurs.

Et non nous ne prêterons jamais allégeance a votre monde, basé sur une économie virtuelle pilotée par des cols blancs assoiffés de richesse et de pouvoir. Nous voulons redonner au travail son sens originel qui est celui de répondre aux besoins fondamentaux de la société. Le travail au service du Peuple et non au service des 1 pour cent les plus riches qui méprise les travailleurs.

Les cheminots ripostent parce qu’ils sont attaqués.

Le gouvernement voudrait porter à présent l’estocade au monde du travail. Aucune des mesures qui voudrait imposer n’apporterait de solution aux problèmes de la SNCF .

Les salariés des maisons de retraite se font entendre car ils veulent bien travailler : comment accepter de mal traiter des êtres humains

Les retraités réclament que le gouvernement leur rende leur dû : les droits acquis par des années de labeur. Ils ne veulent plus trouver le temps trop court pour arriver au 15 du mois puis trop long pour arriver au jour du paiement de leur pension.

Les salariés de carrefour, ceux d’Air France, n’acceptent pas d’être traités comme des variables d’ajustement, ce sont eux qui créent les richesses, ils sont en droit de réclamer que cela soit reconnu.

Au Pont de Chaume le service cardio vasculaire en grève Mercredi 11 après un droit de retrait des soignantes pour un manque de personnel ont obtenu satisfaction avec la mise en place d’un binôme infirmier aide-soignant en 12 heures la journée.

Nos camarades d’EDF et ENEDIS qui luttent aujourd’hui pour un grand service public de l’Energie.

La FAPT à Montaigut de Quercy en lutte depuis Lundi pour défendre le service public de proximité, exigez plus de personnel et exiger l’embauche en CDI des emplois précaires.

L’Intensification du travail, le manque de moyens, l’absence de reconnaissance, tout cela devient insupportable !

Les fonctionnaires veulent redonner du sens à leur travail : être au service de la population. Ils en ont assez d’être considérés comme des couts.

La jeunesse veut choisir son avenir, elle ne peut accepter que des portes se ferment comme autant d’espérances perdues. Qui à leur place s’arrogerait le droit de décider là où ils seraient les plus utiles ? : utiles à quoi ? à qui ?

Les éboueurs, les agents de nettoyage, les soignants et tant d’autres sont en lutte chacun avec ses légitimes revendications.

Rejoignons ceux qui luttent pour se faire entendre et respecter

Faisons nombre face à l’oligarchie au pouvoir, leurs recettes pour résoudre les problèmes de notre pays ne servent qu’à les engraisser eux-mêmes.

Les privatisations sont des sources à fric, les exonérations de cotisations, les allégements d’impôts ne font que grossir des fortunes déjà indécentes alors que les services publics, notre protection sociale et tous nos biens communs sont exsangues.

Ils n’ont que l’arrogance parée de leurs costumes à 3 000 balles pour tenter de faire illusion. Ils n’ont que les portes flingues médiatiques aux sourires étudiés, aux coiffures travaillées et aux idées bien sélectionnées pour faire diversion.

Nous, nous vivons le réel, nous sommes le nombre, nous sommes la force de travail, nous sommes les créateurs de richesses. Sans nous ils ne sont rien !!

À nous de décider de reprendre ce qui nous appartient.

La meilleure façon de soutenir les luttes,

 C’est de lutter nous aussi, pour nos revendications,

Les mobilisations actuelles dans le rail, dans les universités, les hôpitaux, aux finances publiques, à EDF montrent notre détermination à préserver les services publics et leur accès à tous. Les mobilisations sur la question des salaires et plus globalement sur le pouvoir d'achat des retraités nous rappellent la nécessité de partager les richesses.

Si chaque secteur a des revendications propres, nous avons besoin de renforcer et faire converger toutes les luttes afin de gagner.

Ce 19 avril est une étape pour construire un rapport de force en la faveur des salariés, des précaires, des retraités.

Le 1er mai, le 3 mai, le 5 mai, 22 mai aucune date aucune initiative, qu’elles appartiennent à l’action syndicale où aux initiatives politique des forces progressistes, tant qu’elles respectent nos valeurs ne sont pas opposable elles sont toutes complémentaires et nécessaires pour une réelle convergence, nous ne manquons pas de dates pour exprimer notre colère. Il reste maintenant à construire des grandes mobilisations, majoritaires, de grandes grèves, notre seule arme le blocage de l’économie, pour en finir avec ce gouvernement et sa politique."